

L'éditorial – Le bon risque de la caisse publique



Mardi, 23 septembre 2014

Le bouillant débat de 2007 sur l'initiative pour une caisse d'assurance maladie unique avait déjà mis en exergue l'absence de transparence des assureurs ainsi que la perversion d'un système favorisant la chasse aux bons risques.

Les assureurs se voulaient rassurants sur quelques flagrantes imperfections du système qui, bien sûr, seraient corrigées. Sept ans plus tard, les tares du régime des assurances privées restent les mêmes. Elles se sont même amplifiées car l'écart entre les montants des primes d'assurance les plus basses et les plus élevées a augmenté. Et les centaines de millions de francs abusivement prélevés dans les réserves vaudoises et genevoises ont démontré une gouvernance pour le moins approximative. La réforme des assurances ne se fera à l'évidence pas de l'intérieur. Quant aux réformettes législatives visant à cadrer les acteurs du marché, elles n'auront guère d'effets miraculeux.

On sent, en Suisse romande surtout, une défiance à l'égard des assureurs, qui n'arrangent rien en refusant systématiquement de s'exposer en ne s'engageant dans le débat de la campagne autrement qu'à coups de pub. Le client citoyen est censé leur faire confiance car ils jouent le jeu de la concurrence. Un leurre. Comment parler de concurrence alors que le marché est captif, que les bénéfices sont proscrits, que le produit est unique et que les pertes sont partagées?

Cette évaluation peu flatteuse devrait imposer d'elle-même la caisse publique, plus transparente, qui ne dilapiderait pas les primes en d'inutiles promotions pour rallier les clients en bonne santé. L'égalité de traitement et une véritable solidarité entre bien et mal portants seraient ainsi rétablies.

Mais ce serait trop simple. Car de baisses même relatives de primes, il n'y en aura pas. Les coûts de la santé? Ils continueront d'augmenter en dépit d'une meilleure prévention. Et on peut légitimement s'inquiéter des dérives bureaucratiques d'un nouveau géant.

Faut-il donc donner une nouvelle chance aux assureurs privés? Ils ont raté toutes les occasions de faire la preuve de leur bonne foi. Doutes et malaises ne s'effaceront pas. Il serait donc temps de s'engager sur la voie de la caisse publique, plus cohérente et plus prometteuse. Quitte à prendre un petit risque.

Pierre Ruetschi